



Pourquoi cette campagne de propagande pour une intervention internationale en Birmanie ?

Par [Peter Symonds](#)

Mondialisation.ca, 19 mai 2008

[WSWS](#) 19 mai 2008

Région : [Asie](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Environnement](#)

La catastrophe causée par le cyclone Nargis en Birmanie a déclenché de la part des Etats-Unis et des puissances alliées une extraordinaire campagne dont ils se servent pour exiger de la junte militaire au pouvoir dans ce pays qu'elle ouvre les frontières à leur aide humanitaire, leurs responsables, leurs avions, leurs troupes et leurs navires de guerre. On tente une fois de plus de manipuler l'opinion publique par des images bouleversantes de survivants désespérés et de villes dévastées, et on accompagne tout cela d'un flot de condamnations du régime birman pour ses efforts insuffisants, son insularité et son refus d'accepter l'aide internationale, en particulier américaine.

On devrait ici faire une pause, réfléchir et se souvenir des conséquences de semblables campagnes « humanitaires » dans le passé. En 1999, les souffrances des réfugiés kosovars furent exploitées par les Etats-Unis et leurs alliés pour faire la guerre à la Serbie et pour faire de cette province un protectorat de l'OTAN, en grande partie « nettoyé » de sa minorité serbe. La même année, l'Australie, avec le soutien des Etats-Unis, se servait de la violence perpétrée au Timor-Oriental par des milices soutenues par l'Indonésie, pour justifier une intervention militaire dans cette région et y installer un régime favorable aux intérêts économiques et stratégiques de Canberra. Près d'une décennie plus tard, la population des deux pays continue de vivre dans des conditions lamentables, aucun de leurs besoins élémentaires n'ayant été satisfait.

Une immense tragédie sociale s'est indubitablement déroulée au cours de la semaine passée. Les chiffres officiels fournis par la Birmanie placent le nombre de morts et de disparus à plus de 60 000. Les responsables de l'ONU estiment le bilan des victimes à 100 000 et le nombre de gens sévèrement touchés par le cyclone, à près de deux millions. Une grande partie de l'immense delta de l'Irrawaddy a été dévasté par les déferlements causés par le cyclone et qui ont inondé les terres basses. Des villes et des villages entiers ont été emportés par les eaux, produisant une destruction semblable à celle causée le long des côtes de l'Indonésie, du Sri Lanka, de l'Inde et de la Thaïlande par le tsunami de décembre 2004.

Il est vrai aussi que la junte birmane est un régime brutal qui a, de façon répétée, abattu des opposants politiques qui protestaient, afin de sauver son pouvoir et ses privilèges. Les efforts pour organiser des secours sont entravés par l'arriération économique du pays, mais certainement aussi par la cruelle indifférence de la junte vis-à-vis des souffrances du peuple birman. Etant donné l'actuelle campagne médiatique, on devrait traiter tous les reportages sur le sujet avec la plus grande prudence. Mais il y a peu de doute qu'on laisse les victimes du cyclone se débrouiller toutes seules, tout comme les gouvernements des pays les plus

touchés par le tsunami avaient, en 2004, laissé les survivants se débrouiller seuls.

Personne ne devrait cependant accorder la moindre crédibilité aux professions d'inquiétude concernant le sort des victimes venant de l'administration Bush et de ses alliés. Mercredi la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a insisté pour dire que l'assistance proposée par Washington n'était « pas une question de politique », mais « plutôt une question de crise humanitaire ». « Tout ce qui reste à faire, c'est que le gouvernement birman permette à la communauté internationale d'aider son peuple » dit elle.

En réalité l'assistance américaine s'accompagne bien de conditions. L'administration Bush a offert la minable somme de 3,5 millions de dollars en fait d'aide financière et elle insiste pour que ce soient des responsables américains, du personnel humanitaire et du personnel militaire qui entrent dans le pays afin d'y organiser les opérations de soutien urgent, plutôt que de permettre aux autorités birmanes de les effectuer. En même temps, les Etats-Unis et leurs alliés européens continuent de maintenir contre le régime birman des sanctions qui ont aggravé les difficultés économiques du pays. Dans la semaine précédant le cyclone, l'administration Bush avait encore renforcé les mesures interdisant le commerce et les investissements et imposant le gel des avoirs financiers. Tout cela, mis à part un léger relâchement des restrictions à l'aide financière, reste en place.

Le ministre des Affaires étrangères français, Bernard Kouchner, a suggéré mercredi qu'on réunisse le Conseil de sécurité de l'ONU afin de faire jouer la « responsabilité de protéger » dans le but d'annuler la souveraineté de la Birmanie et de livrer l'aide internationale avec ou sans approbation de la junte. Le principe de la « responsabilité de protéger », qui remonte à la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999, fit l'objet d'une résolution passée en 2006. Il s'agit d'un instrument des grandes puissances, destiné à justifier l'agression militaire sous prétexte de prévenir « le génocide, la guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité ». La suggestion de Kouchner étendrait de telles interventions aux catastrophes naturelles, comme le cyclone Nargis.

Les commentaires de Kouchner doivent encore obtenir l'aval public de Washington, mais il est clair qu'on discute cette proposition au sein de l'administration. L'ambassadeur américain auprès des Nations Unies, Zalmay Khalilzad, a déclaré que la plupart des gouvernements étaient « indignés » par la lenteur que mettait le régime birman à accepter l'aide internationale. Faisant allusion aux pouvoirs du Conseil de sécurité, il a ajouté : « Un gouvernement a la responsabilité de protéger son propre peuple, d'être là pour son peuple.... accepter l'offre faite par la communauté internationale ne devrait pas demander une minute de réflexion. »

Ky Luu, le directeur du Bureau américain d'assistance aux catastrophes à l'étranger a été plus explicite. Il a indiqué qu'une des options étudiées au cas où la junte refuserait d'accepter l'aide américaine était d'effectuer de façon unilatérale, des parachutages avec des avions de guerre américains. Quatre navires de guerre ont été dépêchés vers la Birmanie et des hélicoptères de l'US Navy et des avions-cargos de l'US Air Force ont été stationnés en Thaïlande. Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a dit qu'il ne pouvait pas s'imaginer une intervention militaire sans la permission de la Birmanie. Le porte-parole du département de la défense, Bryan Whitman a fait remarquer : « Si on ne vous le demande pas et si ce n'est pas requis, c'est considéré comme une invasion ». Néanmoins, il est clair que l'option militaire et ses conséquences politiques sont activement discutées.

Le tsunami asiatique

On crée aussi, et cela fait partie de la pression exercée sur la junte birmane, une nouvelle mythologie destinée à présenter la réaction internationale au tsunami asiatique comme un modèle d'aide rapide, efficace et charitable de la part de ceux qui y ont pris part. On contraste de plus en plus le régime birman aujourd'hui à ses homologues « démocratiques », eux, en Indonésie, au Sri Lanka, en Inde et en Thaïlande en 2004.

Tout examen objectif de la tragédie de 2004 montre toutefois une image très différente. Les vagues gigantesques du tsunami ont enseveli des villages pauvres tout autour du golfe du Bengale le 26 décembre 2004. Pendant des jours et des jours, alors que le nombre de morts s'accroissait rapidement, atteignant des dizaines de milliers, le président américain Bush, le premier ministre Tony Blair et d'autres leaders ne firent aucuns commentaires sur la tragédie. Lorsqu'ils finirent par interrompre leurs vacances, leurs commentaires indifférents et leurs offres d'aide lamentables révélèrent leur mépris collectif pour le sort des victimes. Ce n'est qu'après une vague de sympathie et une avalanche de dons de la part de la population laborieuse du monde entier, choquée par l'immensité du désastre, que les Etats-Unis et les principales puissances commencèrent à agir.

Dans les pays les plus sévèrement touchés, les efforts d'aide furent entravés par la bureaucratie et les intérêts politiques tant des régimes locaux que des pays donateurs. Les gouvernements indonésiens et sri lankais se trouvant engagés dans des guerres brutales contre des mouvements séparatistes étaient extrêmement réticents à laisser pénétrer des organisations humanitaires et surtout des armées étrangères dans les zones touchées par la catastrophe. Loin d'aider les victimes, l'armée indonésienne profita de l'occasion pour intensifier ses opérations militaires contre les rebelles d'Aceh. Au Sri Lanka, les tentatives d'établir une organisation d'aide commune avec les LTTE (Tigres de libération tamouls) dans le cadre du cessez-le-feu de 2002 s'effondrèrent sous d'amères récriminations communautaristes et l'opposition à toute reconnaissance officiels des séparatistes.

Le gouvernement indien insista pour garder le contrôle de ses propres opérations d'aide humanitaire et s'opposa à toute suggestion que des armées étrangères pourraient y être associées. L'armée indienne était particulièrement sensible à la présence de personnel humanitaire dans les îles Andaman et Nicobar, qui faisaient partie des régions les plus touchées, à cause de la présence dans ces îles de bases navales et aériennes stratégiques. Plus de trois ans après, des milliers de victimes du tsunami, tant sur ces îles que dans d'autres parties de l'Inde, qu'en Indonésie et au Sri Lanka, vivent toujours dans des hébergements de fortune et dans la plus grande misère.

Personne dans les cercles dirigeants de l'Amérique et de l'Europe n'avait suggéré à l'époque de monter une opération militaire dans le but de passer outre la souveraineté de l'Inde ou de décider unilatéralement de faire des parachutages au dessus des îles Andaman et Nicobar. Dans le cas du Sri Lanka et de l'Indonésie, les gouvernements permirent finalement à l'armée américaine d'apporter de l'aide aux opérations humanitaires sur leurs territoires. Pour ces deux pays, le but suprême de Washington était politique : forger des relations de travail avec les armées des deux pays et créer un précédent qu'on invoque à présent pour faire pression sur la junte birmane.

La secrétaire d'Etat Rice avait carrément déclaré au Comité des Affaires étrangères du Sénat en janvier 2005 que le tsunami constituait « une merveilleuse occasion de montrer non pas seulement le cœur du gouvernement américain, mais aussi celui du peuple

américain...Et je pense que cela nous a rapporté beaucoup. » Rice déclare maintenant que les offres d'aide à la Birmanie ne sont « pas une question de politique », mais l'administration Bush a l'intention de transformer cette dernière catastrophe en une nouvelle « occasion » politique afin de faire avancer ses intérêts stratégiques et économiques dans la région.

Intérêts stratégiques

La décision de la junte birmane d'accepter de façon sélective l'aide humanitaire de pays amis comme la Chine, l'Inde et la Thaïlande et pas des Etats-Unis, ne surprend pas vraiment. L'administration Bush n'a guère caché le fait qu'elle était en faveur d'un « changement de régime » en Birmanie, c'est-à-dire du remplacement du régime militaire par un gouvernement dirigé par la dirigeante de l'opposition, Aung San Suu Kyi, plus favorable que la junte à une ouverture du pays aux investisseurs étrangers et aux intérêts américains.

Le fait que les Etats-Unis ont la junte dans le collimateur n'a rien à voir avec une préoccupation pour les droits démocratiques ou le bien-être du peuple birman. L'hostilité de Washington au régime birman est motivée surtout par l'étroite association de ce dernier avec la Chine, considérée par les Etats-Unis comme leur principal rival potentiel. Durant les huit dernières années, l'administration Bush a poursuivi une stratégie du renforcement de la coopération militaire et de l'établissement de bases dans une suite de pays situés autour de la Chine et allant du Japon et de la Corée du Sud aux Philippines, à l'Indonésie et l'Australie, en passant par l'Inde le Pakistan, l'Afghanistan et les républiques d'Asie centrale.

La Birmanie représente une faille considérable dans les efforts pour « contenir » la Chine. Ce pays est situé près du détroit stratégique de Malacca, la principale route maritime reliant l'Asie du Nord-est, y compris la Chine, aux ressources énergétiques du Moyen-Orient et de l'Afrique. Le contrôle de tels « points d'étranglement » fait depuis longtemps partie des plans navals américains. La Chine a aidé la Birmanie à construire divers équipements navals et compte sur l'accès aux ports birmans, ce qui fait partie de ses efforts pour protéger les routes maritimes vitales pour sa propre économie.

Les médias internationaux critiquent déjà la Chine parce qu'elle ne fait pas davantage pression sur son allié afin qu'il s'ouvre à l'aide internationale. La secrétaire d'Etat américaine Rice a téléphoné à son homologue chinois cette semaine insistant pour que le gouvernement chinois accroisse sa pression sur la Birmanie. Si l'administration Bush décidait de vouloir une résolution des Nations unies, Pékin deviendrait plus encore un objet de dénigrement de la part de Washington. La Chine s'est opposée à toute démarche destinée à faire du sinistre causé par le cyclone un sujet de discussion au Conseil de sécurité de l'ONU.

Derrière l'hostilité de Washington vis-à-vis de la junte birmane il y a aussi des calculs économiques. Pendant des décennies, celle-ci a maintenu l'économie dans un grand isolement où les entreprises dirigées par les militaires dominant encore les secteurs-clés. Pour les trusts américains, ce pays est une source potentielle nouvelle de main-d'œuvre à bon marché et de ressources vitales, y compris de pétrole et de gaz naturel. L'administration américaine a permis, sans faire de bruit, à la société pétrolière Chevron d'accroître ses investissements se montant à des millions de dollars en Birmanie, mais les mauvaises relations entre les deux pays entravent de telles opérations.

L'administration Bush n'est pas plus motivée en Birmanie par un souci humanitaire qu'elle ne l'est en Irak ou en Afghanistan. Tout en rejetant les derniers mensonges et la dernière hypocrisie de la Maison-Blanche, il est nécessaire de considérer la question fondamentale qui est en cause ici. Pourquoi de telles catastrophes frappent-elles de façon répétée les couches les plus vulnérables de la population mondiale ? Pourquoi la maladie, la faim et la pauvreté continuent-elles de ravager les masses en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud ?

Les ressources existent pour abolir la souffrance et le besoin, ainsi que pour minimiser l'impact des catastrophes naturelles telles que le cyclone Nargis. Durant les trois dernières décennies, la mondialisation de la production a largement accru la capacité économique de l'humanité. Etablissant une base pour une planification rationnelle et un déploiement des ressources à l'échelle mondiale dans le but d'assurer un niveau de vie décent à la population de chaque partie du globe. Mais dans le capitalisme, cette énorme capacité économique et scientifique est exploitée dans le but de créer des profits pour quelques riches, tandis que la grande majorité des gens, y compris dans les principaux pays industriels, ont du mal à survivre au quotidien.

Pauvreté et chômage ne sont pas des aberrations. L'existence de larges couches pauvres dans les villes et les campagnes du monde entier est un trait essentiel du capitalisme mondialisé. Celles-ci constituent une vaste réserve de main-d'œuvre dont on se sert pour exercer en permanence, au niveau international, une pression vers le bas sur les salaires et les conditions de vie de la classe ouvrière. Le seul moyen de supprimer le chiasme immense et grandissant qui existe entre riches et pauvres est une restructuration révolutionnaire de la société sur une base socialiste, afin que la satisfaction des besoins pressants de l'écrasante majorité de l'humanité prédomine sur celle des profits d'une infime minorité.

Article original en anglais, WSWS, paru le 10 mai 2008.
Copyright WSWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Peter Symonds](#), [WSWS](#), 2008

Articles Par : [Peter Symonds](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca